



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CSA-D,

Ce CSA-D se tient dans un contexte politique très tendu avec un mouvement social d'ampleur inédite depuis 1995. Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de contre réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint plus d'un million de signatures. Près de 70% des Français·es se disent opposé·es à ce projet et le soutien à la contestation progresse, tandis que le gouvernement est fragilisé par ses tentatives d'explication d'une réforme brutale, ni juste ni nécessaire, et les mensonges proférés. Très concrètement, pour notre profession, dont les conditions d'exercice ne se sont pas spécialement améliorées, nous sommes passé·es en vingt ans d'un départ à 55 ans à une perspective à 64 ans voire plus pour un taux plein... C'est intenable !

Face à un arc syndical unitaire et tenace, il est grand temps d'entendre le mécontentement profond de la population. Les parlementaires doivent rejeter massivement ce texte et le gouvernement sortir d'une surdité méprisante en abandonnant purement et simplement cette contre réforme. Dans le cas contraire, les organisations syndicales ont appelé à durcir le mouvement et à mettre le pays à l'arrêt le 7 mars. L'intersyndicale appelle aussi à se mobiliser massivement le 8 mars, dans le cadre de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, pour dénoncer l'injustice sociale majeure que subiront une fois encore les femmes, qui n'oublions pas, représentent 85% des personnels dans le 1er degré.

Dans un tel contexte, les projets du ministre NDiaye concernant l'Éducation sont inacceptables. En s'inscrivant dans la ligne de son prédécesseur, avec un resserrement sur les fondamentaux et des injonctions sur la maternelle et le cycle 3, en accentuant encore le pilotage par les résultats aux évaluations nationales et en projetant de les élargir à d'autres niveaux, en généralisant les évaluations d'école, il divise la profession et méprise la professionnalité enseignante. Quelle réponse apporte-t-il au manque d'attractivité de nos métiers et à la nécessité d'une revalorisation ? Le pacte ! Cette proposition hors sol, méprisante et provocatrice n'est en aucun cas une revalorisation, c'est charger une barque déjà bien trop lourde pour les enseignant·es. Pour la FSU, le pacte, c'est non ! Elle exige une revalorisation sans contreparties de toutes et tous, débuts, milieux et fins de carrière. Ces revendications salariales seront aussi portées lors des prochaines journées de mobilisation.

Le fossé continue de se creuser entre le terrain et le ministère. Nous avons besoin de confiance, de liberté pédagogique, d'une politique éducative qui agisse efficacement sur les inégalités au lieu de les aggraver, de moyens pour réussir une inclusion de qualité avec entre autre la reconnaissance du métier d'AESH par la création d'un véritable statut de fonctionnaire. Il faut restaurer l'enseignement spécialisé et les « plus de maîtres que de classes », former et rémunérer davantage les personnels. C'est un véritable plan d'urgence dont l'Ecole a besoin !

Les opérations de carte scolaire se déroulent dans ce climat de défiance. Alors que le nombre classes sans remplaçant.es explose à la moindre épidémie, que le nombre de

contractuels recrutés n'a jamais été aussi haut dans notre département et après un quinquénat de brutalité sous l'ère du ministre Blanquer, le ministre N'dyaye poursuit la politique de démolition en inscrivant la suppression de 1117 postes au budget 2023. La dernière dotation négative dans le 1er degré remonte à la rentrée 2012 ! Notre ministre, au lieu de faire le choix du « mieux d'école » que la baisse des effectifs aurait permis, fait le choix de la destruction des moyens d'enseignement.

En Dordogne, avec -10 postes à la rentrée prochaine, c'est une carte scolaire de misère, une carte scolaire de renoncement, totalement déconnectée des réalités et des besoins du terrain et sans aucune ambition pour le service public d'éducation qui est présentée. C'est une carte scolaire qui tourne le dos aux enjeux de réduction des inégalités scolaires et qui va dégrader un peu plus encore les conditions de scolarisation des élèves et les conditions de travail des personnels.

Les documents que vous nous avez transmis sont d'une grande brutalité pour notre département. Ils ne sont, hélas, encore une fois que le reflet d'une logique purement comptable. C'est une des cartes scolaires parmi les plus dures que nous ayons à subir depuis plus de 10 ans : des dizaines de fermetures de classes, y compris en éducation prioritaire, quasiment aucune ouverture, aucun moyen de remplacement supplémentaire, aucun moyen ou si peu pour l'école inclusive, quelques miettes pour les décharges de direction, rien pour les RASED, rien pour la formation...

Votre projet nie complètement les réalités rurales du territoire, et au-delà, les réalités sociales des élèves et de leurs familles. Cette saignée, que vous assumez, ne va faire qu'entretenir l'amertume des collègues et générer souffrance et découragement. Ne nous parlez pas d'équité, ce mot est vidé de tout sens avec un tel projet. Ne nous parlez pas non plus d'accompagnement des équipes, ce ne sont que des mots qui structurellement ne peuvent jamais être suivis par des actes.

Cette carte scolaire, véritablement, la première pour vous, dans le département, restera, comme les précédentes, tristement dans les annales. Même si vous faites, comme on a coutume de le dire, « avec les moyens que l'on vous donne », le projet présenté vous laisse une réserve de postes considérable en tenant compte des 10 postes à rendre. Nous allons donc batailler, point par point, école par école, mandatés que nous sommes par les collègues que nous représentons, sans partager, vous le savez, les décisions finales que vous prendrez.

Nous combattons votre projet de carte scolaire aux côtés des collègues, des parents et des élus, et nous appelons et initiions toutes les mobilisations possibles sur le territoire.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble ambitieuse, vous répondez par démantèlement. Ces retraits d'emploi vont créer bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'Ecole. Un état critique a été atteint. Une réponse d'urgence est attendue : le moratoire sur les suppressions d'emplois pour la rentrée 2023 et un véritable plan d'urgence pour l'Ecole.

Les représentants de la FSU24